

Abysses : la bataille du moratoire est lancée

L'exploitation minière du plancher océanique divise les membres de l'Autorité internationale des fonds marins

La guerre est désormais déclarée entre les pays partisans de l'exploitation minière des grands fonds océaniques et ceux qui s'y opposent fermement, ou qui se rallient à l'idée qu'un moratoire, ou une « pause de précaution », s'impose face à l'accélération du changement climatique. La réunion annuelle de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) a tourné à l'aigre, en prenant fin dans la nuit de vendredi 28 à samedi 29 juillet.

Certes, le conseil de cette organisation créée en 1994 en vertu de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer de 1982 (dite de Montego Bay) avait acté il y a quelques jours qu'aucune autorisation d'exploitation des abysses ne serait accordée tant qu'un code minier définissant les règles du jeu ne serait pas adopté, ce qui ne sera pas le cas avant 2025. En revanche, sous l'impulsion de la Chine qui freinait des quatre fers, les 168 Etats membres réunis depuis cinq jours en assemblée générale à Kingston, capitale de la Jamaïque, n'ont pas été en mesure d'inscrire à leur ordre du jour l'ouverture d'un débat sur le principe même d'aller exploiter le plancher des océans, comme le réclamaient la France, le Chili et le Costa Rica, ainsi que les archipels du Vanuatu et des Palaos.

Tournure politique

Tout juste a-t-il été convenu, à la dernière heure, d'inclure à l'ordre du jour provisoire de 2024 un point sur « la politique générale de l'Autorité en faveur de la protection et la préservation du milieu marin ». Emmanuel Macron l'a dit dès jeudi 27 juillet depuis le Vanuatu, lors de sa tournée en Océanie, l'objectif de tenue d'un débat demeure, afin d'obtenir une prise de position de l'AIFM en faveur d'un moratoire d'ici à la prochaine Conférence des Nations unies sur les océans organisée conjointement par la France et le Costa Rica à Nice, en juin 2025.

« La bataille est désormais ouverte. Au moins, les deux camps sont maintenant identifiés », observe François Chartier, chargé de campagne océan à Greenpeace France. « Il était difficile de croire qu'il serait si compliqué d'avoir une simple discussion sur la protection de l'environnement au sein d'un organisme affilié à l'ONU, mais c'est un premier pas positif sur une longue route. Pour la pre-

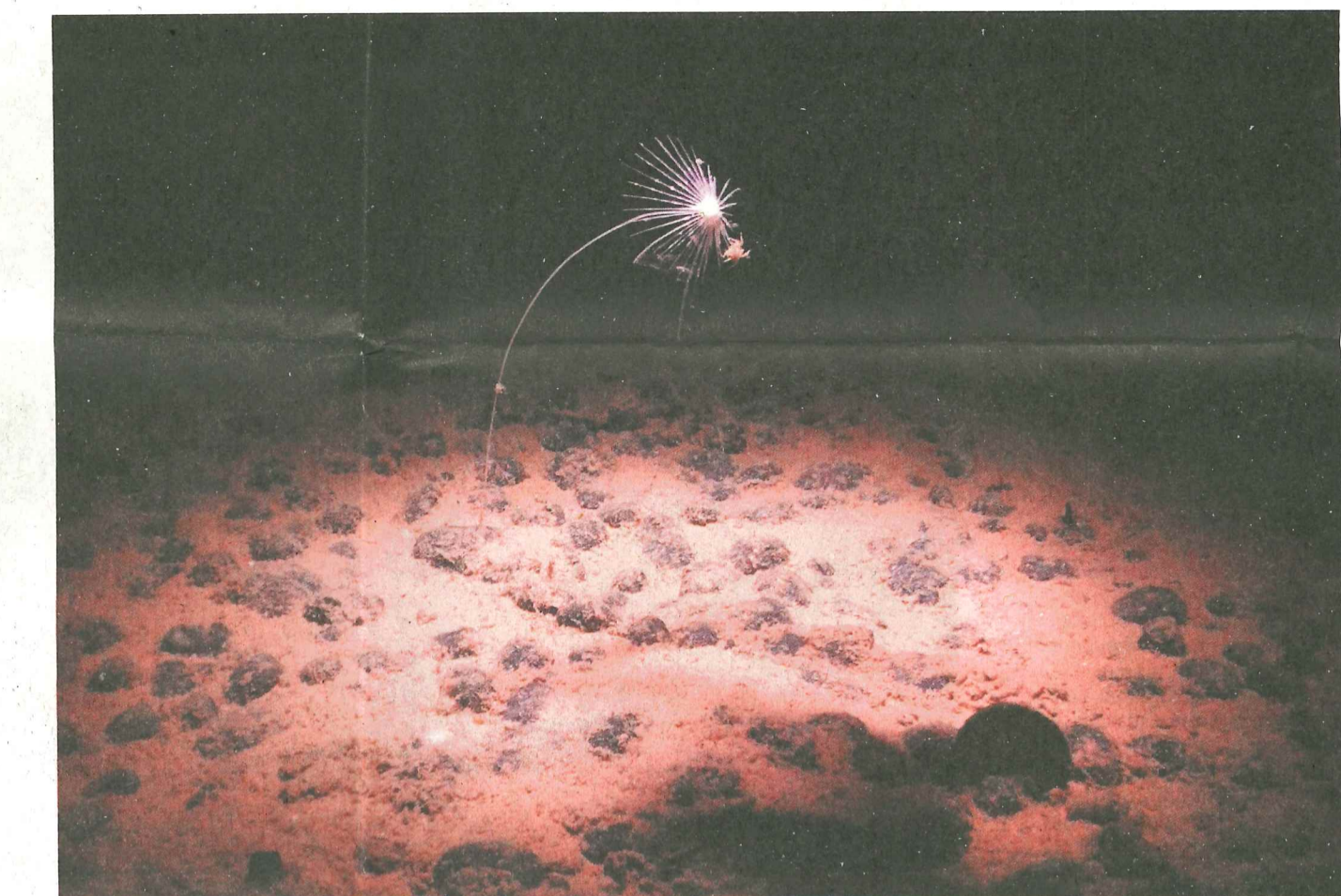
Dans le Pacifique, les abysses abriteront des gisements plus riches que l'ensemble des mines terrestres

mière fois dans l'histoire de l'AIFM, la question d'un débat de fond a été évoquée dans une enceinte qui, généralement, ne s'écarte jamais beaucoup du statu quo », note Emma Wilson, conseillère politique pour le compte de la Coalition pour la conservation des profondeurs océaniques, structure qui fédère une bonne centaine d'ONG, dont Greenpeace, le Fonds mondial pour la nature (WWF) et la Fondation pour une justice environnementale.

Le rendez-vous de Kingston a pris cette année une tournure très politique, avec un défilé sans précédent de ministres et une intervention très remarquée du président de la République de Nauru, venu rappeler son intention de demander prochainement à l'AIFM un feu vert pour remonter des métaux précieux de la zone de Clarion-Clipperton, au milieu du Pacifique. D'autres pays insulaires de l'Océanie, comme les Fidji, les îles Cook et les îles Salomon, sont sur cette position, dans le sillage de la Chine, la Norvège, le Mexique et le Royaume-Uni. L'Inde en fait également partie mais tient un discours plus prudent qu'en 2022, du fait de la présidence tournante du G20, le groupe des principales économies mondiales, qu'elle assume actuellement. La Russie est elle aussi dans ce camp mais, compte tenu de la guerre en Ukraine, elle n'a envoyé personne à Kingston pour le confirmer.

Tous ces pays avancent pour argument qu'en autorisant des entreprises privées à aller ramasser dans les abysses, à plusieurs kilomètres de profondeur, des nodules renfermant des métaux indispensables à la fabrication des batteries électriques, le lithium, le cobalt, le nickel, le manganèse ou le cuivre, ils œuvreront à la transition énergétique mondiale.

Selon l'AIFM, rien que dans le Pacifique, les abysses abriteront des gisements plus riches que l'ensemble des mines terrestres. Une position fermement combattue



Eponge carnivore « Axoniderma mexicana », dans la zone de Clarion-Clipperton (Pacifique Nord-Est). NATIONAL OCEANOGRAPHY CENTRE/AFP

par Paris, huit mois après la proposition choc faite à la COP27 de Charm El-Cheikh par Emmanuel Macron d'interdire purement et simplement « toute exploitation des grands fonds marins ». « Au moment où les océans sont reconnus comme un élément-clé dans le réchauffement climatique et le stockage du carbone, il est assez baroque de refuser un débat sur ce sujet », avait déclaré à Kingston Hervé Berville au nom de la France, mercredi 26 juillet.

Pour tenter d'amadouer les pays émergents qui convoitent financièrement les grands fonds marins, le secrétaire d'Etat à la mer leur a rappelé que, dans le cadre de la préparation de la COP28 qui se tiendra à la fin de 2023 à Dubaï, la France et d'autres pays défendraient la création d'un fonds destiné à les aider à réparer les préjudices climatiques causés par les grands pays industrialisés.

Mais pour obtenir un moratoire général sur l'exploitation des abysses, il reste du chemin à parcourir. A la faveur de la grand-messe de l'AIFM, plusieurs pays se

sont ralliés ces derniers jours à cette idée – le Canada, le Brésil, la Finlande, l'Irlande, le Portugal et Monaco –, portant à vingt-deux le nombre d'Etats aujourd'hui d'accord pour marquer une pause de précaution, le temps que soient menées des études d'impact environnemental approfondies.

Flou juridique

Ce groupe de pays n'a pas encore atteint la taille critique, sachant qu'à l'AIFM l'adoption d'un moratoire nécessiterait un vote à la majorité des deux tiers, soit l'assentiment de 111 pays. Il totalise néanmoins 40,6 millions de kilomètres carrés de zones économiques exclusives, soit 32 % de ces bandes de mer ou d'océan situées entre les eaux territoriales et les eaux internationales, jusqu'à 370 kilomètres maximum du rivage, sur lesquelles les Etats riverains jouissent d'une exclusivité et peuvent donc interdire toute exploitation des ressources, si l'on exclut les Etats-Unis qui possèdent le premier domaine maritime de la planète mais ne sont

Vingt-deux Etats souhaitent une pause de précaution afin de mener des études d'impact approfondies sur l'environnement

pas membres de l'AIFM. En écho aux ONG qui s'étonnaient ces dernières heures que la Chine puisse bloquer tout débat, posant de fait un problème au fonctionnement démocratique de l'AIFM, Hervé Berville, avant de rentrer à Paris, a réclamé une « revue » des statuts de l'organisation. « Elle n'est plus en phase avec le souci de préservation de nos écosystèmes et de lutte contre les émissions de carbone », a-t-il fait valoir. « Il est vrai que dans le processus de rédaction du code minier, qui a démarré voilà une dizaine d'années, l'AIFM peine à intégrer les évolu-

tions du langage et du droit qui ont eu lieu depuis sa création », fait-on remarquer à la direction de Greenpeace.

Le flou juridique qui plane sur les prochains mois n'a pas de quoi décourager les opérateurs déjà dans les starting-blocks pour aller exploiter les grands fonds. Réfutant l'existence d'une crise institutionnelle, Kris Van Nijen, directeur général de Global Sea Mineral Resources, filiale du groupe belge DEME, estime qu'en l'absence de réglementation au niveau de l'AIFM « un plan de travail peut très bien être adopté à tout moment » par la Commission des limites du plateau continental. Cette autre organisation mise en place par la convention de Montego Bay a pour objet d'examiner les demandes des Etats côtiers désireux d'étendre leur plateau continental au-delà des 200 mètres de profondeur. De quoi permettre à certains d'aller exploiter les grands fonds sans avoir à demander la permission à quiconque. ■

GUILLAUME DELACROIX

Sur le plancher océanique, une biodiversité foisonnante et fragile

Les études réalisées en profondeur, au large des Açores, attestent des risques que l'exploitation minière ferait peser sur les espèces

Alors que les Etats membres de l'Autorité internationale des fonds marins, réunis à Kingston (Jamaïque) du 25 au 28 juillet, ont âprement débattu de l'exploitation minière des abysses, sans parvenir à se mettre d'accord sur une position commune, les scientifiques soulignent les risques de l'extraction de minéraux pour la biodiversité encore méconnue du plancher océanique, qui représente pourtant les deux tiers de la surface de la planète.

Dans la zone de Clarion-Clipperton, dans le Pacifique, convoitée par l'entreprise The Metals Company, la très grande majorité des espèces qui y vivent nous est totalement inconnue, selon une synthèse, publiée fin mai dans la revue *Current Biology*. A partir de divers enregistrements, une équipe de chercheurs britanniques, norvégiens, suédois, conduite par Muriel Rabone, biologiste au Musée d'histoire natu-

relle de Londres, a recensé 5 578 espèces benthiques (vivant sur le fond des eaux), dont la plupart étaient ignorées de la science. Seulement 436 d'entre elles avaient déjà été nommées et six étaient décrites depuis peu : deux concombres de mer, un organisme vermiforme (*Erebussau tenebricosu*), une éponge carnivore, un crinoïde *Hyocrinus foelli* et le corail antipathaire.

Le mystère de cette biodiversité habitant à plus de 4 000 mètres de fond, sans lumière et sans guère de nourriture, nécessiterait davantage de travaux de recherches. « Compte tenu de l'imminence des opérations minières » envisagées dans cette partie du Pacifique, les auteurs de l'étude demandent de réaliser « en particulier l'évaluation du risque d'extinction des espèces ». Ils citent une autre des rares estimations de la vie dans les grands fonds, menée dans l'océan Austral. Là, 674 espèces d'isopodes,

Des modioles, des crevettes géantes, des vers, des crabes blancs habitent cet espace froid et obscur

des crustacés, ont été recensées, dont 87 % sont nouvelles pour la science. L'absence de savoirs sur cet univers profond, souvent qualifié de « nouvelle frontière », est telle que sa géographie est moins connue que celle de la Lune. A peine 25 % des reliefs sous-marins ont été cartographiés en haute résolution.

L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) observe depuis 2010 ce monde extraordinaire depuis une station scientifique composée d'un ensemble d'outils de

mesure écologiques et géophysiques. Celle-ci est immergée dans l'Atlantique, à 1 700 mètres de profondeur, au large des Açores. Chaque année, le *Pourquoi pas ?*, un navire de la flotte océanique française, se rend sur place, au-dessus d'un champ de cheminées hydrothermales baptisé « Lucky Strike ». Environ soixante-dix marins, scientifiques, ingénieurs et techniciens participent à ces missions d'un mois.

Biologistes, écologues, physiologistes se relaient jour et nuit pour suivre les prises de vue rapportées par le robot Victor. Lors de ses délicates plongées, ce submersible évolue sur les traces des modioles – des moules des profondeurs –, des crevettes géantes, des vers, des crabes blancs, qui habitent cet espace froid et obscur. Pas de place pour les profanes à bord. Sauf un : l'écrivain David Wahl a eu le privilège d'embarquer sur le *Pourquoi pas ?* en 2017. Son récit a d'abord donné

lieu à des adaptations théâtrales, puis a fait l'objet d'un livre (*La Vie profonde. Une expédition dans les abysses*, Arthaud, 176 p., 19 €).

« Cristaux étincelants »

Cette présence à bord lui a été accordée non seulement pour dévoiler les travaux scientifiques, mais surtout pour transmettre au public l'émerveillement qui l'a saisi au cours de cette odyssée. Il partage ainsi un peu de la poésie profonde de ces lieux, comme lorsqu'il relate sa surprise la première fois qu'il voit des fumées noires s'élever, sous l'eau, des cheminées qui crachent des fluides à plus de 300 °C. Ou ce moment inoubliable passé derrière une loupe binoculaire à contempler un échantillon de sédiments noirs dans une petite coupelle : « Un monde féérique peuplé de gastéropodes ciselés, de vers nématodes s'étirant en fil d'argent, ou encore d'arthropodes, crustacés que le changement d'échelle

rend absolument terrifiants. » Tout ce petit monde, écrit-il, « évolue parmi des monticules de sulfure vif orangé, divers cristaux étincelants et des éclats de pyrite mordorés... Les animaux des abysses nagent dans le strass ».

Du moins jusqu'à ce que les humains ne viennent perturber leur univers. Les biologistes de l'Ifremer ont tenté en laboratoire de répandre une grande quantité de sulfures métalliques sur des bacs contenant des échantillons de faune des profondeurs, comme pourrait s'y employer l'exploitation minière. L'expérience a causé de « mortelles conséquences », résume David Wahl. Une autre expérience a été menée dans les profondeurs de l'océan : de petites zones ont été dénudées sur le sol afin d'observer la façon dont les communautés animales auraient repris possession des lieux deux ans plus tard. Elles ne sont pas revenues. ■

MARTINE VALO